

La CNT30 appelle à se joindre à la marche contre les violences policières *samedi 23 septembre à Nîmes*

rdv à 14 h à la Maison carrée

La Police et la Justice sont deux institutions qui ne sont pas neutres. Elles sont, entre autres, les bras armés du Pouvoir, pour maintenir l'ordre. Elles sont là pour protéger le système capitaliste contre toute remise en cause. Lorsque la situation sociale devient tendue, Police et Justice agissent de concert de façon très violente, suivant ainsi les consignes directes du gouvernement. Contre les manifestants, la Police dispose d'un arsenal militaire gigantesque, avec notamment des armes de guerre, telles que les LBD40 ou les grenades offensives. En conséquence, des milliers de personnes sont grièvement blessées, voire mutilées, et parfois tuées. La Justice, quant à elle, couvre systématiquement ces exactions policières, en classant sans suite toutes les plaintes pénales déposées par les victimes. Par contre, elle est beaucoup moins laxiste lorsqu'il s'agit de poursuivre et de condamner les protestataires : dans ces moments-là, elle se montre d'une violence redoutable.

* * *

Ainsi, le contraste est saisissant entre la clémence de la Justice envers les grands de ce monde, et la sévérité qu'elle déploie contre les gens des classes populaires. En effet, les Sarkozy, Strauss-Kahn, Ferrand, Fillion et consorts, ne vont jamais en prison bien qu'ils soient de grands délinquants. Par contre, toutes celles et ceux qui remettent radicalement en cause le système capitaliste se retrouvent systématiquement ciblé-es physiquement ou emprisonné-es : c'est le cas des Gilets-Jaunes, des jeunes révolté-es, des écologistes militant-es (à Sainte-Soline et ailleurs) ou des syndicalistes qui n'ont pas voulu lâcher la lutte contre la réforme des retraites et qui sont allé-es au-delà des simples marches pacifistes. Les magistrats, issus des classes dirigeantes, défendent coûte que coûte ce système et envoient les éléments perturbateurs derrière les barreaux à l'issue de procès parodiques.



* * *

Du côté de la Police, le contraste est aussi saisissant, entre la violence qu'elle déploie dans les quartiers populaires, et la douceur qu'elle manifeste face aux délinquants en col blanc. Le meurtre de Nahel n'est pas « la bavure » d'un policier qui serait une brebis galeuse. Ce crime est le résultat de consignes explicites données par le Pouvoir à ses Robocops surarmés. En effet, les jeunes dans leur ensemble sont systématiquement persécutés : rappelons-nous ces lycéens mis à genoux par les forces de l'ordre, les mains sur la tête. Si en plus, ils sont issus de l'immigration, leur sort est pire : contrôlés dix fois par jour, tutoyés, humiliés, insultés, voire frappés. On est donc bien en présence d'un racisme d'État, perpétré par des policiers zélés. Les manifestants sont eux aussi victimes de ces mêmes violences, dès lors qu'ils sortent du cadre du rond-rond des défilés traine-savates, et se montrent déterminés, comme les Gilets-Jaunes.

* * *

Forte de ces constats, la CNT30 n'est pas signataire du texte unitaire national : la solution ne se trouve pas dans une réforme de la Police, même « en profondeur ». La situation dans les quartiers populaires ne s'améliorera pas en déployant plus de moyens policiers, même « de proximité ». La situation s'améliorera en s'attaquant aux problèmes à la racine, en mettant en place une Justice qui ne serait pas une Justice de classe, en accordant massivement des moyens aux services sociaux et en mettant fin à la ghettoïsation de nos villes. À ce prix-là seulement, nous pouvons espérer faire baisser la criminalité et nous rapprocher d'une société libertaire, donc d'une société sans État. Et sans Police...